



Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Veuillez utiliser le lien suivant si le contenu de ce courriel ne s'affiche pas convenablement / Please use the following link if this message is not displayed correctly:

[http://bulletin.adq.qc.ca/bulletins/2006-12-06\\_22.html](http://bulletin.adq.qc.ca/bulletins/2006-12-06_22.html)

**« L'art de faire un peu plus de ce qui ne marche pas »**

**Mario Dumont somme Jean Charest d'intervenir dans le conflit des médecins spécialistes**

**L'ADO reconnaît les droits des adoptés**

**6 décembre**

**Gilles Taillon propose un dialogue social permanent!**

**Une bonne raison pour se mettre au travail**

**Accommodement : trop de tolérance nuit !**

**Accepter l'intolérance: un accommodement raisonnable?**

**Gel ou dégel des frais de scolarité post-secondaire?**

**Financement des universités publiques en région**

**Candidat dans Jacques-Cartier: Walter Rulli travaillera pour des écoles plus efficaces et plus autonomes**

**Candidat de l'ADO dans Orford: Steve Bourassa travaillera pour l'autonomie de la région**

**Dans Marquette, Mark Yerbury favorisera un développement accru de l'économie local**

**Candidat de l'ADO dans Bellechasse: Jean Domingue fera de la jeunesse en région sa priorité**

**L'ADO et l'Éducation: l'élève avant tout**

**En direct du Salon bleu**

**Point de presse**

**Avis de recherche: Infographiste**

**L'agenda des adéquistes**

**L'équipe de la Lettre adéquiste**

**Commentaires et suggestions**

**Dans la prochaine édition...**

**Raccourcis**



## Lettre adéquiste



### **« L'art de faire un peu plus de ce qui ne marche pas »**

(Québec, le 4 décembre 2006)– La critique adéquiste en matière de santé, madame Sylvie Roy, trouve désolant que le ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Philippe Couillard, croit que les 16 millions investis ce matin, réaliseront ce que les 4,2 milliards ajoutés au budget initial, depuis l'arrivée au pouvoir du parti libéral, n'ont pas fait.

Pour Sylvie Roy, après trois ans à la tête du ministère de la Santé, les Québécois sont en droit de s'attendre à de meilleurs résultats de la part de Philippe Couillard. « Les Québécois veulent des résultats en santé. Ils ne veulent pas d'un ministre qui saupoudre un système dont les dépenses ne sont plus sous contrôle, pour faire un peu

plus de ce qui ne marche pas. »

Pour madame Roy, il était prévisible de voir les patients parqués dans les corridors, revenir hanter le ministre Couillard. « L'état des choses me donne des indications claires comme quoi le ministre ne contrôle plus la situation. La grande majorité des marges de manœuvre du gouvernement ont été englouties en santé depuis 2003. Malgré tout cet argent, les conditions, les soins et l'accessibilité pour les patients stagnent et même diminuent. Notre système mérite un questionnement plus profond que des décisions de dernières minutes face à une situation qui perdure depuis trop longtemps. » a conclu la députée adéquistes.

[Haut de page](#)



### **Mario Dumont somme Jean Charest d'intervenir dans le conflit des médecins spécialistes**

Montréal, le 23 novembre 2006- « Devant l'incapacité du ministre Couillard à rétablir un climat propice à la négociation avec les médecins spécialistes et les impacts de plus en plus nombreux sur notre système de santé, il est maintenant impératif que le Premier ministre s'implique lui-même dans ce conflit et enlève des mains du ministre de la Santé la direction de ce dossier qui s'envenime depuis trop longtemps ».

C'est en ces termes que le chef de l'Action démocratique du Québec a lancé un appel au Premier ministre du Québec devant l'absence de dialogue et l'impasse totale qui règnent dans le dossier des relations de travail entre les médecins spécialistes du Québec et le gouvernement. Monsieur Dumont a tenu ces propos à la suite d'une rencontre qu'il a eue, ce matin à Montréal, avec le président de la Fédération des médecins spécialistes, afin de faire le point sur le conflit qui oppose ces derniers avec le ministre Couillard.

Pour monsieur Dumont, il apparaît clair que l'attitude et les gestes posés par le ministre Couillard apparaissent de plus en plus comme des obstacles majeurs à la résolution de ce conflit. « En prenant la décision d'imposer une loi spéciale qui dicte les conditions de travail des médecins spécialistes, le ministre Couillard a certes pu faire l'étalage de sa force et ainsi soigner son ego, mais il a surtout irrémédiablement miné sa capacité de dialoguer avec ces derniers. C'est à mon sens, une grave erreur de jugement de la part du ministre. Par ce geste, le gouvernement a littéralement indiqué aux médecins spécialistes qu'il ne croyait pas à leur bonne foi dans cette négociation. Pour moi, c'est clair, le ministre doit céder sa place au Premier ministre dans ce dossier. »

Pour rétablir le dialogue, le chef de l'ADQ estime que le premier ministre doit poser un geste d'ouverture significatif envers les médecins spécialistes. « Il m'apparaît clair que la première décision que le Premier ministre doit prendre pour démontrer la volonté du gouvernement de régler ce conflit, c'est de retirer cette loi spéciale. Il s'agirait là d'un signal clair que la confrontation stérile est terminée et que la négociation peut maintenant s'enclencher sur des bases saines. Je somme donc Jean Charest d'assumer ses responsabilités et de prendre personnellement la direction de ce conflit qui a déjà trop duré » a conclu Mario Dumont.

[Haut de page](#)

## L'ADQ reconnaît les droits des adoptés

(Québec, le 24 novembre 2006)- La critique adéquiste en matière de Familles, madame Sylvie Roy, se réjouit de voir les adéquistes, qui étaient réunis à Trois-Rivières dans le cadre du congrès général du parti en fin de semaine, reconnaître le bien-fondé de la légitimité des droits des adoptés.

« Nous sommes le seul parti politique à s'être engagé dans cette voie. L'ADQ a démontré dans le passé qu'il était un parti novateur et proche des besoins de la population. Notre proposition novatrice sur l'adoption pourra être incluse dans le programme adéquiste en vue des prochaines élections » a ajouté la députée de Lotbinière.

« Les adéquistes se sont engagés à faciliter l'adoption internationale ainsi que de permettre à une personne adoptée de connaître la nature de sa filiation, faciliter l'accès à sa fiche sur ses antécédents sociobiologiques et connaître le nom de ses parents, tout en permettant à ces derniers d'inscrire un veto de contact. Nous sommes allés plus loin en nous engageant à permettre à une personne adoptée ou son tuteur légal de conserver des liens avec des personnes significatives lorsque c'est dans l'intérêt de l'enfant. Je suis très heureuse de voir que ces propositions ont trouvées écho et une place de choix dans mon parti » a conclu la députée de Lotbinière.

Voici, in extenso, une partie du discours que madame Roy a rendu, samedi le 18 novembre 2006, à l'occasion de la présentation des propositions sur la famille en ouverture du congrès.

« Je veux vous entretenir du sujet de l'adoption : il faut corriger une erreur que nous commettons à l'égard des personnes adoptées au Québec. Dans les années 50, on procédait à des adoptions en secret. Encore un exemple de changement profond dans la réalité des familles québécoises qui n'a pas été suivi par une adaptation de nos institutions.

Les personnes adoptées aujourd'hui sont encore traitées comme des mineurs, comme des enfants! Savez-vous que c'est encore un tiers qui peut décider de vous annoncer votre filiation adoptive ou encore garder le secret sur le fait que vous êtes adopté? Vous pouvez à chaque visite chez le médecin nommer vos antécédents médicaux de votre famille adoptive sans pouvoir savoir que ce ne sont pas les bons. Des conventions internationales ont sanctionné le droit à l'identité d'un enfant adopté, et l'ONU a rappelé à l'ordre le Canada à ce sujet : plusieurs provinces du Canada ont modifié leurs législations pour faciliter l'accès aux renseignements qui les concernent.

À l'ADQ on dit clairement que l'immobilisme, ça dure depuis trop longtemps, et que ces quelque 200 000 personnes ont droit au respect au même titre que tous les Québécois et les Québécoises. »

[Haut de page](#)

**6 décembre**



Aujourd'hui à l'Assemblée nationale, les parlementaires ont souligné comme il se doit le 17e anniversaire de la tuerie de Polytechnique. Nous reproduisons ici l'intervention de

**MOTION UNANIME DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC: INTERVENTION DE LA DÉPUTÉE DE LOTBINIÈRE, SYLVIE ROY**

M. le Président. C'est un triste anniversaire auquel nous sommes conviés, le 6 décembre de chaque année, se rappeler la mort de ces femmes. Se rappeler que leurs familles ne les ont plus avec pour le réveillon, qu'elles n'ont pas fondé une famille, qu'elles n'ont pas exercé leurs professions.

Mais toucher du doigt une réalité comme la violence dans toute sa complexité, le fait d'en discuter devient aussi une puissante action de prévention vis-à-vis la violence faite aux femmes.

On a trop souvent l'impression que la violence n'est pas présente et on l'exprime souvent, on en discute souvent lorsqu'on parle d'assassinat, de meurtre, de tuerie, mais il y a d'autres formes de violence.

Et je veux attirer votre attention sur une forme de violence dont on n'a pas parlé, mes deux collègues avant moi, c'est la violence faite aux femmes âgées. Une étude dirigée par Louis Plamondon, chercheur principal à l'Université de Montréal, nous apprend que 30 % des âgées seraient en danger du fait de leur vulnérabilité. Il nous rappelle que 260 000 femmes âgées au Québec, veuves, divorcées, séparées sont vulnérables. Donc, il faut absolument agir.

Cette étude a été faite dans des HLM de l'île de Montréal et elle trace un portrait psychosocial inquiétant de ces femmes de plus de 60 ans. Elle nous permet aussi de penser que cette situation-là ne s'applique pas seulement à celles qui vivent dans des logements subventionnés. De ces 260 000 femmes qui vivent avec un revenu de 15 000 \$ et moins, 12 500 personnes bénéficient d'un logement subventionné à Montréal et 35 000 au Québec.

Il faut donc penser à ces personnes-là.

J'appelle le gouvernement à mettre en place, avec l'Office municipal d'habitation, la Sécurité publique et la ministre de la Condition des aînés et des femmes, des programmes qui vont aller directement dans les HLM pour supporter ces femmes-là qui vivent en majorité dans ces logements.

Je pense que l'occasion est bien choisie de dénoncer cette vulnérabilité-là de nos âgées.

Je vous remercie, M. le Président.

[Haut de page](#)



Gilles Taillon, président de l'Action démocratique du Québec

## Gilles Taillon propose un dialogue social permanent!

Le Québec est-il en panne ou en marche? Depuis quelques mois, les uns affirment que le Québec est immobile et en imputent la faute aux mouvements de contestation de certains grands projets, notamment par des mouvements sociaux et des organisations communautaires.

L'Institut du Nouveau monde, en collaboration avec la Grande bibliothèque, organisait le 30 novembre dernier une table ronde à la quelle participait le président de l'ADQ, Gilles Taillon.

Pour lui, le développement du Québec nécessite un dialogue social permanent plutôt qu'épisodique.

« La tension créée par le désir des Québécois de participer au changement et au mieux-être, combinée à la mondialisation de l'économie et au désir de préserver des acquis, créent de l'incertitude, de la morosité, une impression de sur place. Pour sortir de l'indolence. Il faut instaurer un dialogue social permanent avec une équipe d'une quinzaine de personnes des milieux gouvernementaux, syndicaux, patronaux et communautaires. »

À ses yeux, le Québec doit stimuler l'immigration et la fécondité, faire en sorte que les investissements privés, actuellement en décroissance, reprennent de la vigueur et éviter de fragiliser les finances publiques.

[Télécharger le débat en format mp3 offert par la Grande bibliothèque du Québec](#)

[Reportage de la Première chaîne de la radio de Radio-Canada](#)

[Haut de page](#)



## Une bonne raison pour se mettre au travail

Hier soir, une amie m'appelait après 22h00 pour me dire qu'un sondage Léger Marketing nous donnait 20% des intentions de vote au Québec. Évidemment, il faut prendre les sondages pour ce qu'ils sont : une photo instantanée de l'état d'esprit des Québécois à un moment précis.

Par contre, ce qui est intéressant dans ce sondage, c'est qu'il vient tout juste d'être réalisé. Les gens ont donc eu suffisamment de temps pour se faire une idée en tenant compte de l'arrivée de Gilles Taillon à la présidence du parti, de l'excellent congrès que nous venons de vivre ainsi que de l'annonce faite par Mario Dumont que notre programme serait prêt avant la période des fêtes.

Au delà des résultats de sondages, ce qui est le plus important, c'est le changement



d'attitude qu'ont bien des électeurs face à l'ADQ. Il y a quelques semaines, plusieurs d'entre eux avaient l'impression que nos jours étaient comptés. Maintenant, ils sont de plus en plus nombreux à nous considérer comme une option. Ce n'est pas étonnant lorsqu'on regarde le mandat désastreux que connaît le gouvernement Charest et la performance pour le moins erratique d'André Boisclair depuis qu'il a pris la barre du PQ. Bien des électeurs commencent à se dire que la solution ne se retrouve pas dans les vieux partis et regardent de notre côté.

La balle est donc dans notre camp. Comme militants, nous avons la responsabilité de rejoindre ces électeurs déçus et de les inviter à se joindre à notre équipe. C'est particulièrement vrai pour les candidats qui doivent monter leur équipe en vue des prochaines élections mais c'est tout aussi vrai pour tous les militants de l'ADQ. C'est en travaillant ensemble que nous pourrions générer le vent de changement dont nous avons tant besoin au Québec.

Nous avons tous le devoir de nous mettre au travail dès maintenant. Il n'y a pas de temps à perdre car j'ai la drôle d'impression que nous ferons de l'affichage avec nos gants et nos bottes avant la fin de l'hiver. Il faut se tenir prêt.

[Haut de page](#)



## Accommodement : trop de tolérance nuit !

Nous publions ici un texte publié dans Le Soleil de Québec du 4 décembre 2006 signé par **Éric Duhaime\***

Les réactions d'André Boisclair et de Françoise David aux propos de Mario Dumont sur les accommodements raisonnables, furent cinglantes : "inquiétant", "dérapage", "démagogie", "pire que le plus vieux politicien conservateur républicain" américain, et j'en passe.

Mais avant de réagir aussi négativement, ces gens-là ont-ils pris le temps de lire le Coran et se rendent-ils compte du tort qu'ils font aux éléments les plus progressistes en terre d'Islam ?

Pour la lecture du Coran, attardons-nous simplement à quelques versets d'une seule des 114 sourates qu'il compte. Prenons la sourate 4, intitulée "An Nissâe" (les femmes), puisque c'est l'égalité entre les sexes qui fait présentement tant jaser au Québec.

**Verset 3 :** "Il vous est permis (messieurs) d'épouser celles qui vous conviendront parmi les femmes, au nombre de deux, trois, ou quatre au maximum."

**Verset 11 :** "Pour la répartition de la succession entre vos enfants, voici ce que Dieu vous a prescrit : le fils du défunt aura droit à une part égale à deux fois celle de la fille."

**Verset 16 :** "Si deux personnes d'entre vous se rendent coupables d'un acte illicite hétéro ou homosexuel, vous êtes tenus de les molester."

**Verset 34 :** "Aux hommes est reconnu un droit de prééminence sur les femmes (...). Et celles dont vous craignez (messieurs) la rébellion, exhortez-les ; bannissez-les de votre lit et frappez-les !"

Pour certains extrémistes religieux, ces versets sont LA loi suprême et divine, qui a préséance sur toutes lois adoptées par l'homme et ne laisse place à aucune modernisation, ni même interprétation libérale.

Quand Mario Dumont qualifie d'accommodements "déraisonnables" le fait d'exclure les hommes des cours prénataux d'un CLSC montréalais, c'est justement qu'il refuse que des versets coraniques comme ceux-là ou d'autres lois divines viennent régir les règles de bon fonctionnement des institutions publiques québécoises que l'on veut laïques.

J'ai personnellement la chance d'habiter depuis un an en terre arabo-musulmane. Ici, les lois civiles et religieuses se confondent régulièrement. Et il n'y a pas toujours d'accommodements raisonnables pour les "infidèles" qui ne respectent pas les préceptes de l'Islam. Croyants et "mécréants" se font réveiller à 5 h tous les matins par les haut-parleurs de la mosquée pour l'appel de la première des cinq prières quotidiennes. Et tout le reste de chacune des journées, on vous impose cette présence islamique, sans parler de la pression sociale permanente et omniprésente.

Heureusement, de nombreux États islamiques se modernisent, notamment ici au Maghreb. De nombreuses femmes modernes tentent, parfois avec succès, de reléguer à l'histoire la polygamie, la discrimination systématique envers les filles, l'homophobie et la violence conjugale, pour ne nommer que ceux-là.

À titre d'exemple, l'année dernière, les associations de femmes, le Roi marocain, Sa Majesté Mohamed VI, et le Parlement ont fait adopter un nouveau code de la famille (Moudawana) qui accorde pratiquement l'égalité entre les hommes et les femmes, une première dans le monde arabo-musulman. Autre exemple : le 19 novembre, dans la République islamique de Mauritanie, les femmes ont gagné plus de 30 % des postes électifs lors des élections municipales et 20 % aux législatives, grâce notamment à un nouveau quota de candidatures féminines imposé aux partis politiques. La communauté internationale a le devoir d'appuyer ces progrès remarquables.

Cependant, lorsqu'au Québec, on permet des accommodements dits raisonnables à certains extrémistes religieux, on brime nos valeurs communes de la société québécoise, mais on envoie également un message de désaveu aux progressistes qui sont quotidiennement confrontés aux intégristes dans le monde musulman. Quand les Québécois acceptent d'importer l'intolérance, ils enrichissent ici l'industrie des imams les plus extrémistes et leurs fournissent des armes contre les éléments les plus modérés. Que pourront répondre les musulmanes modernes qui veulent continuer à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes lorsqu'elles se feront répondre par les islamistes que même au Québec on pratique la séparation des sexes dans les institutions publiques au nom du respect de la religion ?

Si la gauche ne veut pas faire prédominer les valeurs communes de la "nation québécoise" par fierté et nationalisme, elle devrait au moins le faire par solidarité avec nos sœurs musulmanes qui veulent faire progresser leur société et la faire entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

**\*L'auteur est consultant politique en Mauritanie et au Maroc, il est l'ex-conseiller politique de Mario Dumont**

[Haut de page](#)

### **Accepter l'intolérance: un accommodement raisonnable?**

Nous publions ici un texte d'opinion qui a été publié dans plusieurs quotidiens québécois signé par **Gérard Latulippe\***

Mario Dumont a eu le courage de soulever un débat public sur l'immigration qui tardait





à venir. De plus en plus d'immigrants proviennent de pays où se pratique un intégrisme religieux.

Ils exigent alors l'application sur notre territoire des règles de comportement social dictées par leur religion, comme s'ils se trouvaient encore dans leur pays d'origine.

L'exercice de ces pratiques heurte de plein fouet nos valeurs et est même souvent incompatible avec certains des droits fondamentaux de nos chartes, comme le droit des femmes à l'égalité, la liberté d'expression et le droit à l'intégrité de sa personne. C'est le cas, entre autres, d'une partie importante de la communauté musulmane, des juifs hassidiques et des Sikhs.

Il faut bien se rendre à l'évidence: cette problématique récente ne se posait pas lors des vagues d'immigration que le Québec a historiquement connues, que ce soit avec les Italiens, les Polonais, les Grecs, les Latino-Américains, les Haïtiens ou les Vietnamiens. Même si leur mode de vie était différent de celui des Québécois dits de «souche», ils ont enrichi notre culture et ont fortement contribué à l'ouverture du Québec sur le monde. Personne ne parlait alors d'accommodement raisonnable. Il n'y avait rien d'incommodant dans l'apport de ces communautés culturelles à la société québécoise.

Cette notion inédite d'accommodement raisonnable a justement été conçue pour que des groupes d'immigrants, dont le comportement social est dicté par une forme d'intégrisme religieux, puissent se soustraire à nos valeurs communes sur des sujets aussi importants pour la société québécoise que l'égalité des sexes, la liberté d'expression, le droit à l'intégrité de sa personne et les droits des enfants. Bref, la question se pose: s'agit-il d'un accommodement raisonnable avec la liberté de religion des autres ou de l'acceptation de l'intolérance des autres envers nos valeurs sociales?

Que les Québécois sont tolérants, c'est tout en leur honneur. On comprend par ailleurs très mal les dangers, pour la société québécoise, de l'acceptation en masse d'une immigration dont les règles de comportement social sont façonnées par le carcan religieux de leur pays d'origine. Il faut vivre comme étranger en terre d'islam pour comprendre l'ampleur du fossé identitaire entre nous. Vous comprendrez que je suis un Québécois vivant depuis quelques années en terre musulmane.

Le code de conduite social est essentiellement dicté par la loi suprême du Coran. D'ailleurs, très souvent, les lois religieuses et civiles se confondent. Même dans un pays musulman modéré comme le Maroc, un étranger ne peut pas se marier avec un Marocain sans se convertir à la religion musulmane et subir en prime un interrogatoire en règle au poste de police sur ses bonnes intentions. Une femme battue ne recevra justice devant les tribunaux que si deux témoins masculins témoignent en sa faveur. J'ai vu trois jeunes étudiants québécois, soit deux garçons et une fille, mis sous arrêt parce qu'ils vivaient dans le même appartement pour épargner de l'argent sans être mariés. Au mois d'octobre dernier, pendant le ramadan, plusieurs Marocains à bord du vol Casablanca-Montréal de la compagnie Royal Air Maroc ont provoqué un tollé en protestant fortement contre le fait que le repas a été servi aux passagers pendant la période de jeûne, au point où le commandant de bord a dû venir calmer les esprits. L'accommodement raisonnable n'existe tout simplement pas.

Heureusement, dans ces pays, il y a des hommes et des femmes qui luttent pour moderniser leur société et rendre leurs lois plus conformes aux valeurs d'ouverture et d'égalité sociale de même qu'aux droits humains universellement reconnus. Le Maroc a accompli des avancées importantes à ce sujet. Les associations féminines y font d'ailleurs un travail remarquable pour la progression des droits des femmes.

Malheureusement, la plupart des sondages d'opinion démontrent que la barrière du conservatisme social est très difficile à rompre.

La société, dans l'ensemble des pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, demeure donc en général intransigeante envers toute déviation par rapport aux enseignements du Coran. La pratique religieuse de l'un, c'est l'affaire de tous. La liberté de conscience n'existe pas, puisque les impératifs religieux sont du domaine public. Quand on viole ses règles, on le fait en secret. C'est ainsi que celui qui ne pratique pas le jeûne durant le ramadan se dérobera à la vue de ses voisins. L'identité musulmane est profondément marquée par ce code de conduite tirant sa source du Coran.

Il ne faut donc pas s'étonner que les communautés d'immigrants les plus extrémistes, dont l'identité même est imprégnée de ce code de conduite socioreligieux, exigent des statuts d'exception au sein des pays hôtes. Dans ce contexte, exiger d'un CLSC que les hommes n'assistent pas aux cours prénataux tient plus de l'intolérance aux valeurs des autres qu'à une pratique religieuse. C'est encore de l'intolérance de ne pas accepter le code vestimentaire du pays qui nous reçoit parce qu'il n'est pas acceptable dans notre pays d'origine.

Or, la première source d'immigration au Québec provient maintenant des pays musulmans d'Afrique du Nord. Il faut se rendre à l'évidence que nous acceptons une immigration massive qui, souvent, n'accepte pas, dans son identité même, nos valeurs et plusieurs des droits fondamentaux de nos chartes.

Notre tolérance va nous obliger à une escalade d'accommodements raisonnables ou moins raisonnables. Cette logique d'accommodement favorise la création, au sein de la société québécoise, de sociétés minoritaires refusant de s'intégrer aux institutions qui ne veulent pas se plier à leurs exigences identitaires. C'est la formule pour que la pression s'accroisse afin de mitiger nos valeurs et nos droits fondamentaux. C'est la meilleure façon de favoriser la naissance de conflits sociaux plutôt que l'intégration et l'enrichissement de notre culture.

L'avenir du Québec en dépend. Il faut se demander si c'est un compromis raisonnable d'accepter l'intolérance des autres au sein de notre société. Il est nécessaire de pouvoir faire ce débat sans être accusé de démagogie, d'islamophobie, d'intolérance et d'opportunisme politique par les biens-pensants de la rectitude politique.

**\* L'auteur est un ancien ministre du gouvernement de Robert Bourassa et délégué général du Québec au Mexique et en Belgique. Il est actuellement en poste en Afrique du Nord.**

[Haut de page](#)



Yannick Boily, représentant de la Commission des Jeunes de l'ADQ au Saguenay-Lac-Saint-Jean

## Gel ou dégel des frais de scolarité post-secondaire?

Le Quotidien de Saguenay signale la bonne performance du représentant de la Commission des Jeunes de l'ADQ, Yannick Boily, lors d'un débat organisé par le département de Sciences politiques de l'Université du Québec à Chicoutimi le 30 novembre dernier, l'opposant aux représentants jeunes du Pq et du PLQ.

Notre représentant jeune, Yannick Boily y a fait bonne figure!

« Pour Yannick Boily, représentant régional au sein de la Commission jeunesse de l'ADQ, le dégel des frais de scolarité et l'abolition des frais afférents facturés par les universités représentent les meilleures pistes de solution afin de régler les problèmes de sous-financement du système d'éducation québécois. Ce dernier a proposé que les frais d'inscription des étudiants soient indexés selon l'évolution de leur revenu moyen, le tout afin de réduire les inégalités. »

(source: Le Quotidien, 1er décembre 2006, François St-Gelais)

[Haut de page](#)



## **Financement des universités publiques en région**

**« La Commission des jeunes de l'ADQ appuie les revendications de la FEUQ »**

Montréal, le vendredi 1er décembre 2006 - Monsieur Simon-Pierre Diamond, président de la Commission jeunesse de l'Action démocratique du Québec, annonce que celle-ci donne son appui à la campagne orchestrée par la Fédération étudiante universitaire du Québec, afin d'amener le gouvernement à réinvestir \$ 22 millions dans les universités publiques, situées en région.

Selon monsieur Diamond, cette somme rétablira l'équité du financement des universités publiques en région, par rapport aux autres établissements du réseau universitaire québécois. Pour celui-ci, il est clair que ces fonds leur permettront de remplir adéquatement leurs missions d'enseignement, de recherche et de développement régional.

« Depuis trop longtemps, péquistes et libéraux lancent de belles promesses en éducation, sans jamais livrer de résultats. La Commission jeunesse de l'ADQ et l'Action démocratique du Québec reconnaissent depuis longtemps l'importance de financer suffisamment le système universitaire public. C'est là un élément moteur au niveau du développement économique des régions du Québec. En plus du rôle crucial, que jouent les universités en région, ce réinvestissement permettra de contrer l'exode des jeunes. Une telle mesure favorise aussi l'autonomie des régions. », a affirmé Simon-Pierre Diamond, président de la Commission des jeunes de l'ADQ et candidat de cette formation politique dans le comté de Marguerite D'Youville, en vue du prochain scrutin provincial.

[Haut de page](#)

## **Candidat dans Jacques-Cartier: Walter Rulli travaillera pour des écoles plus efficaces et plus autonomes**

Montréal, mardi le 5 décembre 2006 - L'Action démocratique du Québec est fière



Walter Rulli, candidat dans Jacques-Cartier

d'annoncer que monsieur Walter Rulli sera candidat de l'ADQ dans la circonscription de Jacques Cartier lors du prochain scrutin provincial. Walter Rulli devient le troisième candidat officiel de l'Action démocratique du Québec, sur l'île de Montréal.

Pour monsieur Rulli, le système scolaire a besoin d'une décentralisation et d'une redistribution des ressources humaines et financières vers les écoles et les élèves pour permettre aux parents de savoir que leurs enfants sont la priorité et le centre d'intérêt de tous les intervenants du milieu de l'éducation. « Plus de professeurs et de soutien dans les écoles pour nos enfants, moins de gestionnaires et de cadres réformateurs dans les tours à bureaux du ministère de l'Éducation; c'est le message de l'ADQ aux parents. La saga malheureuse des bulletins scolaires est un exemple frappant des décisions prises dans les tours à bureaux de ce trop gros ministère » affirme M. Rulli.

Pour pallier à ce problème, l'ADQ s'est engagé à faire adopter un bulletin universel, explicatif et chiffré, qui, en plus d'être accessible aux parents, permettra à l'élève de se situer par rapport à lui-même et aussi par rapport aux élèves de sa classe. Pour M. Rulli, la précision et la clarté ont leurs places dans les évaluations de ses enfants. « Fini les soleils et autres pictogrammes, affirme le candidat adéquistes du comté de Jacques Cartier, les parents ont le droit d'avoir un idée bien précise du développement de leur enfant et ce, par rapport aux autres », explique t'il.

Pour ce père de deux enfants d'âge scolaire, les échecs répétés, dans de nombreux domaines, du gouvernement Charest l'ont incité à s'associer à Mario Dumont et son parti autonomiste pour améliorer le sort de ses concitoyens. « Voilà pourquoi c'est avec toute mon intégrité et mes valeurs familiales, que je partage avec la très grande majorité des gens de Jacques Cartier, que j'ai décidé de m'engager sous la bannière adéquistes. L'ADQ est le seul parti politique qui identifie les vrais problèmes et, par conséquent, a le courage de proposer les véritables solutions », conclut monsieur Rulli.

### **Walter Rulli**

Né le 3 janvier 1960

Marié à madame Constance Brown et père de Adam (12 ans) et Meghan, (6 ans)

### **Formation académique**

1990 Cours de comptabilité, Université Concordia

1989 Cours de gestions d'achats, Univesité Concordia

1981 Technique en technologie électronique, Collège Vanier

### **Expérience professionnelle**

2003 à 2006 Gérant des comptes, Novotech Technologies Inc.

1999 à 2003 Gérant des comptes, Tech Trek Ltd.

1997 à 1999 Gérant des comptes, High Tech Direct

1993 à 1997 Représentant des ventes, Probec

### **Engagement communautaire et politique**

2005 à 2006 Membre de l'exécutif de l'Action démocratique du Québec

2001 à 2006 Bénévole pour la levée de fond, Valois United

2005 à 2006 Membre du comité Major school change, École Valois

2002 à 2003 Entraîneur équipe de soccer, Association de Soccer Pointe-Claire

Membre de l'Action démocratique depuis octobre 2005

[Haut de page](#)



Steve Bourassa, candidat dans Orford

### **Candidat de l'ADQ dans Orford: Steve Bourassa travaillera pour l'autonomie de la région**

Sherbrooke, lundi le 27 novembre 2006 - L'Action démocratique du Québec est fière d'annoncer que monsieur Steve Bourassa, sera candidat de l'ADQ dans la circonscription d'Orford, lors du prochain scrutin provincial. Steve Bourassa devient le troisième candidat officiel de l'Action démocratique du Québec, dans la région des Cantons de l'Est.

Monsieur Bourassa, croit fermement au développement économique basé sur l'autonomie des acteurs régionaux et à la capacité de ceux-ci de répondre à leurs besoins. « Nous connaissons bien notre milieu de vie, nous y vivons. C'est aux élus régionaux à prendre en main les projets locaux. Il faut que l'on donne les outils nécessaires au développement des communautés afin qu'ils développent leurs ressources, leur potentiel. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la lourdeur étatique et le mur à mur caractéristique du modèle québécois, défendu par les libéraux et les péquistes, ne répondent manifestement plus à nos besoins. La saga malheureuse du Mont Orford est un exemple frappant de brisures entre les besoins du milieu et des décisions prises dans les tours à bureaux »

Selon le candidat Bourassa, Orford et les Cantons de l'Est possèdent les ressources humaines et financières pour assurer leur développement économique et peuvent se passer des interventions maladroites d'un État centralisateur. « Voilà pourquoi c'est avec toute mon intégrité et les valeurs familiales, que je partage avec la très grande majorité des gens de Orford, j'ai décidé pour une deuxième fois, de m'engager sous la bannière adéquistique. L'ADQ, étant le seul parti politique qui identifie les vrais problèmes et conséquemment, a le courage de proposer les véritables solutions. »

#### **Steve Bourassa**

Comté d'Orford

Né le 20 novembre 1973

Monsieur Bourassa est marié et père de Florence, 5 ans.

#### **Expérience professionnelle**

2001 à 2006 Vice-président régional au sein d'une importante entreprise de service

financier en Amérique du Nord

1997 à 2006 Représentant en épargne collective

1996 à 2006 Conseiller en sécurité financière

### **Engagement communautaire et politique**

2006 Vice-président du conseil d'administration, Coopérative de développement régional de l'Estrie

2002 à 2006 Président du conseil d'administration, Coopérative funéraire de l'Estrie

2004 à 2006 Administrateur, Fédération des coopératives funéraires du Québec

2003 à 2006 Membre de l'exécutif de l'ADQ du comté de Orford

2001 à 2006 Administrateur, Coopérative funéraire de l'Estrie

1990 à 2006 La Guignolé, bénévole actif,

1985 à 2006 Caritas-Estrie, bénévole actif,

2003 Candidat de l'ADQ, comté de Orford, élections provinciales d'avril

1990 à 2003 Coordonnateur sécurité, Grand Prix de Valcourt

Monsieur Bourassa est membre de l'Action démocratique du Québec depuis 2002

[Haut de page](#)



Mark Yerbury, candidat dans Marquette

### **Dans Marquette, Mark Yerbury favorisera un développement accru de l'économie local**

Montréal, mardi le 28 novembre 2006 - L'Action démocratique du Québec est fière d'annoncer que Mark Yerbury, sera candidat de l'ADQ dans la circonscription de Marquette, lors du prochain scrutin provincial. Ce mardi, monsieur Yerbury est en effet devenu le deuxième candidat officiel de l'Action démocratique du Québec, sur l'Île de Montréal.

Ce père de famille, dans la fin quarantaine, oeuvrant dans le monde des communications et très impliqué socialement dans son comté, entend travailler à ce que le comté de Marquette retrouve les outils essentiels à sa relance économique. Il veut aussi que le Québec profite pleinement de son autonomie au sein de la fédération canadienne.

Relativement à la relance du développement économique, dont le comté de Marquette a cruellement besoin, Mark Yerbury soutient qu'au Québec, le talent est trop souvent étouffé par un État mal adapté aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. « La lourdeur bureaucratique étouffe l'initiative et la créativité. À ce chapitre l'expérience m'a démontré que la déréglementation est la seule façon de libérer notre plein potentiel et se veut une condition essentielle à notre prospérité. » Celui-ci soutient aussi que « le parti, dirigé



par Mario Dumont, est le seul parti politique capable d'identifier les vrais problèmes et conséquemment de proposer les véritables solutions. »

De plus et selon le candidat Yerbury, la position adoptée par l'ADQ, soit l'Autonomie, permet au Québec de se sortir de la dichotomie fédéralisme ou séparation. « Cette position prône le plein exercice des nos juridictions, sans remettre en cause notre appartenance à l'ensemble canadien. Voilà une solution pratique, qui démontre clairement comment, en faisant preuve de pragmatisme, d'audace et d'autonomie, il nous est possible de remettre le Québec sur la voie de l'évolution tranquille. »

En compagnie de monsieur Gilles Taillon, Président de l'Action démocratique du Québec, Mark Yerbury a conclu en invitant les citoyens qui souhaitent voir des changements au Québec, à se joindre à l'équipe de l'ADQ de Marquette, en vue du prochain scrutin provincial.

### **Mark Yerbury**

Circonscription de Marquette

Né le 9 mars 1957

Marié à madame Natalie Jorisch et père de Jordan, Jasmine, Briana et Amelia

### **Formation académique**

2001 Cours de ventes le programme Let's Get Real or Let's Not Play, Franklin Covey

### **Training**

1979 Permis de Courtier en immobilier, Association immobilière du Québec

1976 Permis d'agent immobilier, Association immobilière du Québec

### **Expérience professionnelle**

2001 à 2006 Président et directeur général, Y2C Communications Inc.

1999 à 2001 Gérant des ventes internationales, VerticalNet Inc,

1995 à 1999 Éditeur et directeur général. Southam

1993 à 1995 Représentant principal des ventes, Pulp & Paper Canada Magazine Group

1991 à 1992 Représentant des ventes, Forest Products Magazine Group Vancouver

1976 à 1990 Courtier Immobilier, Century 21 Immeuble Yerbury

### **Engagement communautaire et politique**

2003 à 2006 Bénévole pour la maison L'Abbre

2003 à 2004 Président du conseil d'administration de la Ligue d'hockey, Les anciens Pointe-Claire

2000 à 2005 Membre du Conseil d'administration de PCOTA

1999 Directeur des membres des certifiés Microsoft Solution provider

1996 Entraîneur équipe de soccer, Association de Soccer Pointe-Claire

1990 Entraîneur équipe de soccer, Association de Soccer Lachine

1987 Membre du regroupement des entrepreneurs et commerçants du Bord du Lac, Dorval

Monsieur Yerbury est membre de l'Action démocratique du Québec depuis 2006

[Haut de page](#)

## **Candidat de l'ADQ dans Bellechasse: Jean Domingue fera de la jeunesse en région sa priorité**

Saint-Gervais, mercredi le 6 décembre 2006 – L'Action démocratique du Québec est fière d'annoncer que monsieur Jean Domingue sera candidat de l'ADQ dans la circonscription de Bellechasse à la prochaine élection. Monsieur Domingue, directeur de maisons de jeunes, est devenu, ce mercredi, le quatrième candidat choisi pour représenter l'Action démocratique dans Chaudière-Appalaches.

Concernant la place des jeunes dans nos régions, Jean Domingue a rappelé les engagements de l'ADQ pour le développement régional. « Les jeunes quittent les régions faute d'opportunités et de place pour exploiter leur créativité. Notre principal outil de développement pour retenir nos jeunes dans Bellechasse ce sont nos PME mais, elles sont étouffées par les réglementations gouvernementales et une fiscalité insoutenable. Il faut laisser plus d'autonomie aux entrepreneurs, aux jeunes et aux régions du Québec. Bellechasse est délaissé par le gouvernement libéral et la vision autonomiste de l'ADQ demeure la meilleure solution pour que le comté contrôle enfin les outils de son développement. »

Pour Jean Domingue, père de quatre enfants, le Québec a besoin d'un renouveau pour assurer l'avenir de nos régions et de nos enfants. « Malheureusement, la situation actuelle au Québec ne laisse pas entrevoir un héritage favorable pour nos enfants. Face à cela, c'est l'ADQ qui présente le seul projet d'avenir crédible pour le Québec. Je côtoie des jeunes qui perçoivent d'un mauvais oeil leur avenir. Pour remédier à ce problème, le Québec a besoin de leaders qui inspirent confiance et Mario Dumont est le seul chef qui a la confiance des Québécois. » a indiqué le nouveau candidat.

Le nouveau candidat de l'ADQ dans Bellechasse s'est engagé à être la voix des citoyens du comté à l'Assemblée nationale. « Je veux que les citoyens m'abordent et partagent avec moi leurs préoccupations. Je serai le véhicule de leurs intérêts et de leur réalité régionale. »

En compagnie du chef de l'ADQ, Mario Dumont, Jean Domingue a invité les citoyens de Bellechasse qui veulent assurer l'avenir de leur comté à se joindre à l'équipe de l'ADQ Bellechasse en vue de la prochaine élection.

### **Jean Domingue : notes biographiques**

Né le 26 septembre 1962. Conjoint de madame Muriel Mercier et père de Marie-Eve (16 ans), Gabrielle (15 ans), Myriam (12 ans) et Isabelle (10 ans).

### **Formation académique**

1987 Diplôme d'études collégiales en Techniques de loisirs,

Collège Saint-Laurent

1990 Attestation de tenue de livres, CÉGEP Lévis-Lauzon

### **Expérience professionnelle**

2005-2006 Directeur général et représentant des Maisons de jeunes de Charny, Saint-Romuald et Saint-Jean-Chrysostome

1989-2005 Coordonnateur de la Maison des jeunes de Charny inc.

1997-2005 Porte-parole et représentants des Maisons de jeunes auprès de la RRSSS (devenue l'ADRLSSS)

1997-2001 Représentant des organismes communautaires à la Commission régionale Jeunesse-Famille de la RRSSS Chaudière-Appalaches

1998-1999 Membre du comité d'orientations sur le développement et le financement des Maisons de jeunes de Chaudière-Appalaches

1997 Membre du comité d'experts concernant l'organisation des services Jeunesse-Famille en Chaudière-Appalaches

1987-1989 Éducateur au Centre Jeunesse L'Escale

### **Engagement communautaire et politique**

2006 Président de l'Association de l'ADQ de la circonscription de Bellechasse

2006 Membre de la Table régionale de l'ADQ Chaudière-Appalaches

2003-2006 Membre du conseil d'administration de la Fondation jeunesse Chaudière-Appalaches

2001-2003 Membre du conseil d'administration d'Alpha-Entraide des Chutes-de-la-Chaudière

1994-1995 Membre du conseil d'administration de la Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches

1992-1996 Membre de la Commission consultative des loisirs et des parcs de Charny

Membre de l'Action démocratique du Québec depuis 2003

[Haut de page](#)



François Bonardel, candidat dans Shefford

### **L'ADQ et l'Éducation: l'élève avant tout**

En réponse à l'éditorial de monsieur Valère Audy, publié dans La Voix de l'Est du 26 novembre, relativement aux propositions sur l'éducation, adoptées lors du dernier congrès de l'ADQ, je considère utile au débat, d'apporter quelques précisions.

Le bilan de l'Éducation Québécoise est très lourd. Le taux de décrochage scolaire au Québec est d'environ 36% et augmente à 42%, si on ne tient compte que des garçons. Au surplus, une chute dramatique des résultats des élèves aux examens de l'OCDE a été observée depuis les dernières années. De plus, des sondages à l'échelle de la province nous démontrent que 80% des enseignants jugent la réforme pédagogique inutile et souhaitent qu'on y mette fin. Nous devons agir et à l'ADQ nous avons décidé de passer à l'action.

Nous à l'ADQ, avons décidé de prendre acte de la situation actuelle. Confronté à l'écart, qui se creuse sans cesse, entre la réussite des garçons et celle des filles, il nous est apparu impératif de trouver des solutions. Nous avons choisi de prioriser les services directs aux élèves et aussi bonifier la conciliation travail / famille.

Voici donc l'énoncée des propositions adoptées, lors du Congrès de Trois-Rivières. Cet énoncée devraient permettre, à vous et à vos lecteurs, de mieux évaluer la portée de la réflexion des membres de l'Action Démocratique du Québec en matière d'Éducation :

- Prévoir une période obligatoire de devoirs et de leçons durant les heures d'écoles pour libérer du temps au profit de la vie de famille ;
- Prioriser les services directs aux élèves ;
- Respecter l'autonomie des enseignants, quant aux méthodes d'enseignement ;
- Adopter un bulletin universel et chiffré;
- Promouvoir la non-mixité des classes et revaloriser la qualité du français parlé et écrit.

Ces résolutions ont été adoptées avec l'intention avouée de fournir aux élèves Québécois, les meilleures conditions pour leur réussite scolaire. L'objectif à atteindre étant la réussite du plus grand nombre d'enfants Québécois. Pour l'ADQ, l'autonomie et la décentralisation des ressources vers les services directs aux élèves sont au cœur de la solution.

L'autonomie d'une personne dépend en grande partie, de sa capacité à pouvoir mettre à profit ses talents et ses compétences. Il est fondamental que notre système d'éducation vise à atteindre un niveau plus élevé, afin que nos jeunes réussissent à s'ouvrir sur le monde et à construire le Québec de demain.

C'est dans cette optique que nous nous sommes posés la question suivante : est-ce que nos enfants ont tous les outils pour bâtir leur avenir dans le système d'éducation actuel ? La réponse claire de l'ADQ, priorisons les services directs aux élèves. Cette priorité du service direct à l'élève peut aussi se traduire par la décentralisation et la redistribution des ressources humaines et financières vers les écoles et les élèves. Pour ce faire, nous sommes prêts à réduire progressivement la structure administrative. La résolution adoptée va même jusqu'à suggérer l'abolition des commissions scolaires, comme moyen de réduction de ces structures.

Le débat est ouvert. Sauf que maintenant, les Commissions scolaires, les directions d'école, les professeurs, les parents et les élèves savent tous, où nous logeons.

**François Bonnardel**  
**Candidat de l'ADQ, comté de Shefford**

[Haut de page](#)

**En direct du Salon bleu**

La reprise des travaux parlementaires nous



donne l'occasion de vous informer des interventions de nos députés.

**1er décembre 2006 (début session intensive)**

**Motions sans préavis**

[Souligner la Journée mondiale du sida](#) (Sylvain Légaré)

**30 novembre 2006**

**Motions sans préavis**

[Motion proposant que l'Assemblée prenne acte de la motion adoptée par la Chambre des communes le 27 novembre 2006 concernant la reconnaissance de la nation québécoise](#) (Mario Dumont)

**30 novembre 2006**

**Motions sans préavis**

[Souligner le travail de l'AFEAS promouvant la non-violence par sa 10e campagne annuelle Opération Tendre la main](#) (Sylvie Roy)

**29 novembre 2006**

**Période des questions et réponses orales**

[Négociations sur le texte d'une motion de l'Assemblée saluant la reconnaissance de la nation québécoise par le Parlement fédéral](#) (Mario Dumont et Jean Charest)

**28 novembre 2006**

**Motions sans préavis**

[Souligner la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes](#) (Sylvain Légaré)

**28 novembre 2006**

**Motions sans préavis**

[Féliciter le Rouge et Or de l'Université Laval, récipiendaire de la coupe Vanier de la ligue de football universitaire canadienne](#) (Sylvain Légaré)

**23 novembre 2006**

**Période des questions et réponses orales**

[Impact de la Loi concernant la prestation des services de santé par les médecins spécialistes](#) (Mario Dumont et Philippe Couillard)

**23 novembre 2006**

**Motions sans préavis**

[Souligner le 100e anniversaire du Service de la protection des forêts du Québec](#) (Janvier Grondin)

**22 novembre 2006**

**Motions sans préavis**

[Souligner la Semaine des centres jeunesse](#) (Sylvie Roy)

[Haut de page](#)

## Point de presse

Visionnez ou lisez les points de presse de nos députés à l'Assemblée nationale



### Vendredi 1er décembre 2006

Point de presse de M. Marc Picard, député des Chutes-de-la-Chaudière, concernant l'augmentation des heures d'ouverture des commerces.

([version texte](#)) et ([version vidéo](#))

### Mercredi 29 novembre 2006

Point de presse de M. Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup, concernant l'impasse entourant l'adoption de la motion du Premier ministre canadien reconnaissant la nation québécoise.

([version texte](#)) et ([version vidéo](#))

### Mardi 28 novembre 2006

Point de presse de M. Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup, concernant l'adoption de la motion du Premier ministre canadien reconnaissant la nation québécoise.

([version texte](#)) et ([version vidéo](#))

### Jeudi 23 novembre 2006

Point de presse de M. Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup, concernant les bulletins scolaires.

([version texte](#)) et ([version vidéo](#))

### Mercredi 22 novembre 2006

Point de presse de M. Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup, concernant la motion du Premier ministre canadien reconnaissant la nation québécoise.

([version texte](#)) et ([version vidéo](#))

[Haut de page](#)



## Avis de recherche: Infographiste

Bonjour!

Nous sommes à la recherche d'un(e) infographiste et/ou d'un intégrateur(trice) Web bénévole (ou même plusieurs!) pour améliorer les designs et l'interface de nos divers sites Web de l'ADQ. Notamment les sites de comtés, l'Intranet, des micro-sites (ex.: un site pour le Congrès) etc.

Mots-clés: Photoshop, Illustrator, Flash, CSS, xHTML, Javascript, WAI/W3C

La candidate ou le candidat travaillera en étroite collaboration avec la Commission des



Communications et la Commission des Technologies.

Bien que ce soit un atout, le ou la candidate n'a pas besoin de connaître la programmation (Php, MySQL etc). Le comité des technologies compte déjà plusieurs programmeurs dans ses rangs. Par contre, ça serait un gros atout que le ou la candidate puisse générer le html (pas juste de fournir un .psd).

Après une première rencontre en personne, tout le reste peut se faire à distance.

SVP contacter:

Marc Laporte, 514 995-6272 <mailto:mlaporte@adq.qc.ca?subject=Graphiste>

Merci!

[Haut de page](#)



## L'agenda des adéquistes

**Mercredi 6 décembre, à 19h00**

**Investiture de l'ADQ/Bellechasse**

HEURE: 19h00

OÙ: Club de l'Âge d'or de Saint-Gervais

239, rue Principale à Saint-Gervais

CONTACT: Alex Poulain

<mailto:apoulain@adq.qc.ca?subject=Investiture Bellechasse> 418 834-0015

**Jeudi 7 décembre, à 17h00**

**5 à 7 de l'ADQ/Jonquière en compagnie de Marc Jomphe et Mario Dumont**

Où? Resto-bar Le Zinc

2476 rue St-Dominique, Jonquière

Josée Mcnicoll, Agente aux communications régionales

<mailto:jmcnicoll@adq.qc.ca?subject=5 à 7> 418 550-5580

[Haut de page](#)

**L'équipe de la Lettre  
adéquiste**



La **Lettre** est produite par l'Action démocratique du Québec à l'intention de ses membres et sympathisants.

**Pierre Morin:** rédacteur en chef

[pmorin@adq.qc.ca](mailto:pmorin@adq.qc.ca)

**Collaborateurs à cette édition:**

**Sophie Doucet:** textes

[sdoucet@adq.qc.ca](mailto:sdoucet@adq.qc.ca)

**Martine Hilaire:** textes

[mhilaire@adq.qc.ca](mailto:mhilaire@adq.qc.ca)

**Patrick Robitaille:** textes

[probitaille@adq.qc.ca](mailto:probitaille@adq.qc.ca)

**Gabriel T. Yamba** et **Marc Laporte:** soutien technique

[gyamba@adq.qc.ca](mailto:gyamba@adq.qc.ca) [mlaporte@adq.qc.ca](mailto:mlaporte@adq.qc.ca)

[Haut de page](#)



**Commentaires et suggestions**

La Lettre adéquiste est **VOTRE** lettre d'information et nous attendons vos commentaires et suggestions. N'hésitez surtout pas à nous faire part de vos activités de comtés!

Pour se faire je vous invite à communiquer avec [moi](#)

Au plaisir de vous lire!

**Pierre Morin**

pour l'équipe de la Lettre adéquiste

<mailto:pmorin@adq.qc.ca?subject=La Lettre adéquiste>

[Haut de page](#)

### Dans la prochaine édition...

#### **PROCHAINE ÉDITION: MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2006**

Au sommaire:

- Des vœux pour Noël et la Nouvelle année, assurément!
- Le bilan de la session parlementaire à Québec
- Et bien d'autres choses...

[Haut de page](#)

#### Raccourcis



© 2006, Action démocratique du Québec

740, rue Saint-Maurice, bureau 108 Montréal, Québec, Canada H3C 1L5  
Région de Montréal: **(514) 270-4413** Partout au Québec: **1 800 370-3221** Télécopieur: **(514) 270-4469**  
<http://www.adq.qc.ca/> [adq@adq.qc.ca](mailto:adq@adq.qc.ca)